

Burundi : Un "putsch électoral" qui ravive le souvenir des années noires

@rib News, 04/08/2010 Et si le cadeau de NDAYICARIYE NKURUNZIZA était «empoisonné».....! ? Par Birihiyano Grégoire «On peut tromper quelqu'un tout le temps, on peut tromper tout le monde un certain temps, mais on ne peut pas tromper tout le monde tout le temps.» (Abraham LINCOLN) La nouvelle mandature qui pointe à l'horizon est semée d'embûches assorties de nombreux et nouveaux défis à relever, avec obligation de résultats à la clef ! Les premiers à s'en inquiéter sont le peuple burundais qui ne comprend pas pourquoi il devrait accepter d'être gouverné par des «à l'oulu de Pierre-Claver NDAYICARIYE».

Vient ensuite la classe politique dont tous les membres, et notamment ceux du CNDD-FDD) gagneraient à mettre un point d'honneur à respecter l'électeur. Et que dire des autorités religieuses ou morales dont la crédibilité est en chute libre auprès des fidèles, du fait de leur silence assourdissant face à la lourde faute de Monsieur NDAYICARIYE aux conséquences néfastes incalculables ? Les opérateurs économiques risquent de perdre des marchés si le vol des voix électorales est sacralisé publiquement et impunément. Quelle femme ou quel homme d'affaires investirait ses billes dans un pays où un tel système est considéré comme normal ? Les membres de la société civile devront nous expliquer un jour pourquoi ils ont, unanimement, décidé de fermer les yeux sur des normes ! Par exemple : le type d'isoloir qu'ils ont eux-mêmes utilisé lors du scrutin du 24/05/2010 ne garantissait nullement le secret du vote. Cette seule infraction au code électoral suffisait pour annuler le premier scrutin ! Autre exemple de violation du code électoral: dans leur «Déclaration préliminaire du 27/05/2010» les observateurs de la MOE UE ont noté que «Après le dépouillement des procès-verbaux n'ont pas été affichés dans les bureaux comme prescrit, (à€!) ni dressés en nombres suffisants pour qu'une copie puisse être remise à chacun des mandataire» ! Dans n'importe quel pays démocratique, sauf au Burundi une aussi grotesque irrégularité aurait conduit à l'annulation pure et simple du scrutin. Les observateurs de la COSOME auront à nous expliquer pourquoi ils ont cautionné cette violation magistrale du code électoral. Selon un rapport donné par la «Synergie des médias» une note interne de la MOE UE a relevé des chiffres ahurissants. Ainsi sur les 3.552.820 inscrits Monsieur NDAYICARIYE aurait attribué 4.872.261 voix au CNDD-FDD, sur un total de (tenez-vous bien).... 6.882.352 votants ! Allez-y y comprendre quelque chose. Un jour, espérons-le, Monsieur NDAYICARIYE nous révélera sa méthode secrète de calcul, si calcul il y a eu ! En attendant, notons que la «Synergie des médias» a présenté ces chiffres «abracadabrantesques» au public. Comment agiront les électrices et les électeurs quand ils en prendront connaissance ? Notre jeunesse qui s'était investie dans le fond de l'éducation civique et politique a été scandalisée et traumatisée par ce qu'elle vient de découvrir. Ne perdons pas de vue que c'est elle les dirigeants de demain. La meilleure façon de l'aider aurait été de lui donner un autre modèle que celui du vol des voix électorales, de la corruption, de la malhonnêteté, de l'intolérance, de l'irrespect de la loi, de la loi de la jungle. Tout ceci est évidemment inquiétant ! Les membres de la force publique de défense et de sécurité sont aussi électrices et électeurs. Ils se posent les mêmes questions que n'importe quel autre citoyen. Vont-ils continuer à garder leur neutralité s'ils ont le sentiment d'être utilisés ou manipulés par des «à l'oulu illégitimes» ? Les réponses à toutes ces interrogations légitimes dans le rétablissement de la vérité, dans le recouvrement, par les électrices et les électeurs, de leur droit inaliénable de choisir librement leurs gouvernants selon les standards internationaux. La démocratie à laquelle le Président NDADAYE a fait jouer le peuple burundais en 1993 n'est pas un gadget avec lequel Monsieur NDAYICARIYE peut se permettre de faire joujou sans conséquences, impunément. Le choix de ce dernier n'est pas celui du peuple burundais ! Le grand avènement de la démocratie burundaise de 1993 avait donné des sueurs froides au Major BUYOYA, à son armée quasi-mono-ethnique et à ses codétenteurs du pouvoir monolithique de l'UPRONA. Ces derniers n'ont pas digéré leur défaite électorale pourtant sans ambiguïté. La victoire électorale du FRODEBU était nette et propre ! La réaction des putschistes a été brutale et radicale: ils ont attendu une centaine de jours avant de décapiter les institutions démocratiquement établies par le peuple et ont tenté désespérément d'annuler jamais la démocratie burundaise le camp des démocrates, encore néophytes au pouvoir, la bande était à la hauteur de l'euphorie qui avait salué la victoire une centaine de jours avant la tragédie. Ils venaient de se prendre une énorme massue sur la tête. L'euphorie de la victoire avait ému leur vigilance et accentué leur naïveté qui, par ailleurs, est une caractéristique typique des démocrates en général. Rien que de repenser à la cruauté avec laquelle le Président NDADAYE a été torturé, ou chair de poule. Les principaux commanditaires du crime sont encore en liberté, malgré les 5 ans de pouvoir du CNDD-FDD dont le double sigle signifie «à l'oulu de la démocratie». Forts de leur armée et de leur puissant appareil du pouvoir de BUYOYA, les putschistes avaient cru que la reconquête du pouvoir allait être un jeu d'enfant. Mal leur en a pris car c'était sans compter avec le réveil, bien que tardif, puis la détermination des démocrates de toutes les ethnies pour tenter, tant bien que mal, d'organiser une résistance aux putschistes. Le rôle de Madame Sylvie KINIGI, Premier Ministre pourtant issue de l'UPRONA, a été déterminant et salutaire dans cette résistance. C'est en réaction au putsch de l'UPRONA que Monsieur Léonard NYANGOMA, l'un des rares survivants des proches collaborateurs du Président NDADAYE, a mis sur pied une organisation à la fois politique et militaire pour contrer les putschistes du 21/10/1993. De cette organisation l'actuel CNDD-FDD tire ses origines. Faut-il établir un parallélisme entre le putsch sanglant et ce qui est en train de se passer depuis la proclamation de «à l'oulu» fantaisistes de mai dernier ? Un même dénominateur commun se dresse : le refus d'accepter le verdict des urnes. La seule différence entre 1993 et 2010 c'est que l'UPRONA l'avait refusé a posteriori, à défaut d'avoir aussi truqué les résultats des élections présidentielles, alors qu'en 2010, la CEN «à l'oulu» a falsifié les «à l'oulu» attribués à chaque liste de candidats, sans même s'embarrasser de quelque justification par le biais de procès-verbaux officiels. Elle a opté pour une violation flagrante et honteuse du code électoral qu'elle est censée faire respecter ! Mais l'objectif visé dans les 2 groupes de putschistes est le même, à savoir priver l'électorat du droit de se choisir librement ses dirigeants. En effet, les électrices et les électeurs ont compris que leur volonté, exprimée lors du scrutin du 24/05/2010, n'a pas du tout été respectée. Et au lieu que le CNDD-FDD en soit gêné, il a l'air plutôt de s'en accommoder, allant même jusqu'à accepter, non sans une certaine

avidité suspecte, le «cadeau pourtant empoisonné» de Monsieur Ndayicariye ! Le CNDD-FDD sait pertinemment qu'au refus de respecter la volonté du peuple en 1993 a fait reculer le Burundi d'une quinzaine d'années. Les aventuriers putschistes de l'UPRONA ont fini par comprendre que la guerre était une voie sans issue. Après des centaines de milliers de victimes innocentes. On était cachés les «bashingantahe» de l'UPRONA et de l'armée ? Si les putschistes de 1993 n'avaient pas refusé de s'incliner devant la volonté du peuple en faveur de la démocratie, plus de 300.000 victimes innocentes auraient été épargnées, le niveau de vie des Burundais aurait certainement augmenté, la symbiose entre tous les enfants du Burundi serait devenue une réalité, l'impunité serait déracinée ou, tout au moins, réduite car la justice serait devenue indépendante et opérationnelle, la réputation du Burundi serait tout autre dans le concert des nations, tous les présumés auteurs du génocide de 1972 et tous les autres criminels présumés contre l'humanité auraient été identifiés, arrêtés pour être jugés équitablement, etc., etc. Bref, le Burundi serait un état un havre de paix ! Le peuple burundais serait-il condamné à se soumettre, tous les 16 ou 17 ans, à la loi d'une minorité antidémocratique dont le seul souci est de protéger son impunité et celle d'autres criminels présumés ? Peut-il se permettre de laisser qui que ce soit s'arroger impunément le droit et le privilège galien de sortir de son chapeau de prestidigitateur des résultats électoraux truqués pour les lui faire gober violemment comme étant vrais, alors même qu'ils ne reposent sur aucune preuve matérielle vérifiable ? Cautionner sciemment un tel mensonge équivaut à de la lâcheté. Surtout lorsque l'on est conscient des conséquences dramatiques qu'une telle caution entraîne sur la suite du processus électoral et sur les leaders et les membres de l'opposition. Et la lâcheté dans de telles circonstances est purement criminelle. Elle est inmanquablement source de malheurs de toutes natures. Voilà pourquoi le peuple burundais doit sortir de sa torpeur pour ne pas accepter une telle ignominie qui vient de s'abattre sur lui et qui n'honore ni son auteur, ni son bénéficiaire, et encore moins sa nation. En plus elle est déroute pour les pays qui nous avaient admirés et enviés le 1er juin 1993 ! Paradoxalement, Monsieur NDAYICARIYE vient d'offrir au peuple burundais une occasion rare de concrétiser une vraie coalition qui, petit à petit est en train de jeter les bases d'un BURUNDI NOUVEAU, UN BURUNDI VRAIMENT DEMOCRATIQUE. L'ADC-İKIBIRI a le mérite et le courage de réclamer la vérité sortie des urnes le 24/05/2010. «UKURI KURAZIGWA». Malheureusement les démocrates burundais, comme ceux d'ailleurs, sont conscients du prix à payer pour se libérer de la tyrannie. Mais il n'y a pas de doute : le triomphe des idéaux de la démocratie est au bout de la lutte actuelle. Voilà pourquoi les leaders, les militants, les sympathisants et les électeurs de l'ADC-İKIBIRI sont tranquilles comme des bêtes sauvages. Pourquoi une telle peur-panique dans le camp de ceux qui prétendent avoir gagné toutes les élections ? En s'offusquant des réclamations de l'ADC-İKIBIRI, le pouvoir en place est en train de renforcer la force tranquille de cette dernière. Sinon il l'ignorerait complètement ! L'avenir dira qui de l'ADC-İKIBIRI ou de la coalition NKURUNZIZA-NDAYICARIYE, est dans le vrai, laquelle des deux a le soutien du peuple. Mais la compétition ne sera loyale que si Burundi redevient un état de droit. Voilà un bon défi que tous les démocrates burundais se doivent de relever ! Par ailleurs, le peuple burundais dans son entièreté (y compris au sein du CNDD-FDD), majoritairement gagnée à la cause de la démocratie et de la paix a intrinsèquement à prendre son courage à deux mains pour opposer une farouche résistance au «putsch électoral» rampant du 28/05/2010 (date de la proclamation des premiers «résultats provisoires») qui continue à faire des ravages au sein de la population ! Le courage en politique : voilà ce qui a fait défaut jusqu'à présent. Voilà ce que les électrices et les électeurs de toutes les listes de candidats au scrutin du 24/05/2010 exigent des responsables du CNDD-FDD qui ont avalisé, sans doute trop vite, des résultats fabriqués de toutes pièces. Le culte du mensonge comme celui de la personnalité, son corollaire n'ont que trop duré. Ils ne font que pérenniser l'impunité, le bouclier ou le refuge, par excellence, de tous les présumés criminels connus ou à rechercher depuis au moins la date du 19 janvier 1962, jour de l'assassinat de 4 syndicalistes Hutu à KAMENGE. A ce sujet, la Belgique, l'autorité tutélaire de l'époque, a des comptes à rendre au peuple burundais, sur tous les assassinats politiques antérieurs au 1er juillet 1962 ! Dont celui de notre regretté Prince RWAGASORE. Il revient au peuple burundais souverain de faire s'effondrer, enfin, la Tour de Babel-Mensonges, repaire de criminels présumés de tant de crimes contre le peuple burundais. Ce peuple qui pleure encore ses héros, dont le Prince RWAGASORE, le Président NDADAYE et le Vice-Président de l'Assemblée Nationale, Gilles BIMAZUBUTE, mérite de vivre en paix en savourant la démocratie pour laquelle ces héros ont été assassinés prématurément et lâchement. Le «cadeau empoisonné» que le président de la CEN «IA» a accordé subrepticement au CNDD-FDD doit être refusé par le peuple souverain, et surtout, désamorcé très rapidement par une équipe de «Bashingantahe-démocrates» à majorité tigrine et émanant du collège électoral (selon des modalités de désignation à trouver au plus vite mais sans précipitation), sans peine d'assister, impuissants, à son explosion programmée ! On sont passés les sages du CNDD-FDD ? Auraient-ils peur ? D'où tiennent-ils la moindre preuve vérifiable que leur parti a remporté, en 2010, une quelconque victoire électorale loyalement et dans la transparence ? Et si leur parti s'était fait piéger ? Comment expliqueront-ils, devant l'histoire, qu'une telle victoire «démocratique» (?) ait suscité autant de contestations et de violence ? Pourquoi tant de haine envers les leaders, les militants, les sympathisants et les électeurs de l'ADC-İKIBIRI ? Au nom de la paix, de la démocratie, de la justice, j'exhorte quiconque en a la possibilité de contribuer pacifiquement, mais résolument à désamorcer la bombe des résultats électoraux frauduleux du 24/05/2010 avant qu'il ne soit trop tard. Et si, malgré les conseils de vrais «Bashingantahe» le CNDD-FDD s'obstina à s'accrocher au cadeau empoisonné de Monsieur NDAYICARIYE, le peuple burundais serait fondé à douter de ses vraies intentions et à chercher tous les moyens légitimes de s'en protéger. Une chose est sûre : la Tour de Babel-Mensonges qui continue à diviser le peuple burundais en 2 camps antagonistes est vouée à l'effondrement. Dans l'intérêt de tous. C'est une question de temps ! Dans un état de droit, aucun pouvoir «autoproclamé» ne peut réussir à s'imposer par la force, face à un peuple jaloux de ses acquis démocratiques. Dans leur propre intérêt et dans celui du peuple qu'ils ambitionnent de gouverner démocratiquement (j'ose encore espérer), les responsables du CNDD-FDD seraient mieux inspirés de restaurer un régime démocratique pluraliste basé sur la vérité, le respect mutuel et le respect de la loi. Sinon ils seraient assimilés aux putschistes upronistes du 21/10/1993 et porteraient, devant l'histoire, une énorme responsabilité dans le recul de la démocratie

burundaise auquel nous assistons, malheureusement, depuis l'inacceptable proclamation des premiers résultats électoraux grossièrement frauduleux de l'histoire du Burundi. Gageons que toute la classe politique comprenne que, dans un État de droit comme le Burundi, le peuple souverain doit rester la seule source de tout pouvoir légitime. Nul ne peut plus gouverner les Burundais contre leur gré. SINON, bon courage ! Autant le mensonge asservit l'homme, autant la vérité le rend libre. L'homme a toujours le choix. Entre l'esclavage et la liberté, qui hésiterait ? P.-S. : La France célèbre le 4 août 2010, le 221^{ème} anniversaire de « l'abolition des privilèges ». Le peuple du Burundi peut s'en inspirer pour refuser catégoriquement « qui que ce soit le « privilège de lui désigner ses gouvernants » à sa place. Il entend protéger jalousement sa souveraineté, comme les autres peuples du monde démocratique. BIRIHANYUMA Grégoire